

## **Vous avez dit « valeurs républicaines » ?**



## **Vous avez dit « Valeurs Républicaines » ?**

Le respect des valeurs républicaines est l'un des critères – non seulement de représentativité (C. trav., art. L. 2121-1) – mais également d'existence d'un syndicat ou d'une organisation professionnelle (C. trav., art. L. 2122-10-6). Cette nouvelle exigence légale est venue remplacer l'ancien critère de « l'attitude patriotique pendant l'occupation » (C. trav., art. L. 133-2 anc.) devenu obsolète.

L'organisation professionnelle (ou le syndicat) si elle doit répondre à cette exigence fondatrice, la légitime tout autant, et presque nécessairement, à s'exprimer comme acteur de la vie républicaine. La République n'est pas une abstraction textuelle. Elle est une réalité dans le cadre duquel se meuvent non seulement les citoyens mais aussi les corps intermédiaires chargés d'une forme de trait d'union entre base et sommet, entre dirigeants et dirigés. Ce fut d'ailleurs le thème de notre dernier Congrès au cours duquel des réflexions intéressantes sur le devenir et le rôle des corps intermédiaires ont été menées. Il est parfois des temps, des moments, où s'élever un peu au-dessus des contingences quotidiennes permet d'avoir une appréciation plus juste et sereine de ce qui peut advenir...

S'interroger sur les valeurs républicaines c'est mettre la démocratie au premier rang. Mais c'est aussi regarder la société dans laquelle elle se meut. Or force est de constater que la libre expression citoyenne donne parfois l'image – si ce n'est la réalité- d'une société où le mépris est vite flagrant, la violence rôde quand elle ne règne pas, la haine suinte dans bien des milieux de la

population mais aussi dans des branches socio-professionnelles... La fange des réseaux sociaux ne fait qu'amplifier le phénomène.

Sans aucun doute sommes-nous en démocratie, mais celle-ci va mal. Sans remonter trop loin dans les faits, les spectacles offerts lors de certaines manifestations des *Gilets Jaunes* mais, aussi plus récemment dans l'expression de certains manifestants, contre le pouvoir, contre les patrons, contre les élites, contre le système - on cherche vainement lequel ? – contre tout... expose un discours de haine illustré parfois par des mise en scène d'un goût douteux comme la tête factice du Chef de l'État au bout d'une pique quand ce ne sont pas des cérémonies républicaines de vœux où l'hôte, maire ou parlementaire, est conpués avant que le lieu de la réception ne soit saccagé tout comme le sont des permanences de députés, voire leur domicile tagué d'insultes, dont certaines confinent à la xénophobie, au sexisme ou à l'homophobie. Et que dire des attaques de permanences syndicales concurrentes mais surtout au positionnement divergent ?

L'OTRE ne peut que condamner et dénoncer de tels comportements et actions.

*« La démocratie permet l'unité du corps social, en même temps qu'elle y autorise le pluralisme et la diversité. Une société est une et multiple : seule la démocratie permet le traitement pacifique, serein, des différends et des oppositions dans un cadre accepté par tous »* écrit le sociologue Michel Wieviorka (1).

Que se passe-t-il quand ce principe échoue ou quand il est bafoué ? Il n'y a plus de débats mais seulement des invectives ; il n'y a plus de compromis mais seulement des déceptions ; il n'y a plus de responsables mais seulement des coupables désignés par des juges médiatico-populaires autoproclamés... Et les demandes relevant de divers secteurs, faute d'être mises en débat, se transforment en démoralisation, en ressentiment, mais aussi en colère et en rage.

Notre Congrès était prémonitoire en posant la question *« Réinventons-nous ? Des corps intermédiaires pour quoi faire ? »*

Il y a danger. Ne le mésestimons pas. Il faut que cesse cet affrontement binaire entre le gouvernement et des acteurs populaires. La place doit être aussi redonnée à un Parlement qui ne soit plus une simple chambre d'enregistrement, tout comme l'élaboration de la loi doit être faite en amont des projets avec syndicats et organisations professionnelles. La cohérence des valeurs républicaines est à ce prix !

Laisser les dérives actuelles prospérer ne fera qu'alimenter l'autoritarisme et des processus dont, hélas, l'Histoire regorge.

**Philippe BONNEAU**

(1) *Libération* 3 décembre 2018